

demande des propriétaires de l'île que le nouveau gouvernement avait été établi, tous les frais d'administration devaient retomber entièrement sur eux. Francklin, qui gouverna la Nouvelle-Ecosse pendant l'absence de lord William Campbell, fit preuve dans les circonstances de plus de zèle que de prudence, et les mesures qu'il prit furent désapprouvées. Le secrétaire d'Etat écrivit à lord William Campbell que Francklin n'avait été autorisé qu'à faire des arrangements temporaires, et que par conséquent il aurait probablement à payer les dépenses qui avaient été faites. Les arrangements paraissent avoir été mal exécutés ou mal conçus, car les officiers envoyés pour gérer les affaires de la nouvelle administration furent forcés de retourner à Halifax, vu qu'il n'avait pas été pourvu à leur soutien.

Patterson, qui fut nommé gouverneur en juillet 1769, arriva à l'île le 30 d'août de la même année et prêta serment le 19 septembre, date où il nomma un Conseil exécutif. Son rapport sur la condition naturelle de l'île fut favorable, mais il fit remarquer qu'il n'y avait pas de maisons pour abriter ceux qu'on attendait ni de provisions pour les nourrir ; selon toute apparence, il n'y avait pas même une seule grange de construite, comme le dit Patterson dans la lettre où il signale le besoin d'une église, d'un palais de justice et d'une géôle, et il n'y avait pas non plus de chemins. En 1768, un plan, d'après lequel la ville de Charlottetown devait être bâtie, fut préparé par Morris, arpenteur général de la Nouvelle-Ecosse, mais ce plan fut modifié par Patterson après son arrivée. Les deux plans seront copiés.

Les propriétaires de l'île qui s'étaient montrés si impatients d'avoir un gouvernement séparé ne furent pas prompts à payer leurs redevances, avec lesquelles les dépenses de l'administration devaient être couvertes, de sorte que les officiers ne reçurent pas de salaires et que les fonds nécessaires pour l'établissement de chemins furent contribués par souscription volontaire. Des ordonnances furent adoptées par le Conseil exécutif pour la perception des redevances et pour d'autres fins, mais le secrétaire d'Etat jugea que ces ordonnances n'étaient pas valides et qu'elles ne pourraient être appliquées que du consentement des habitants. En attendant, les fonctionnaires souffraient du non-paiement de leurs salaires et n'avaient pour toute ressource que les fonds que le gouverneur Patterson leur avançait sans autorisation.

En février 1773, il fut résolu de convoquer une Chambre d'Assemblée, ce qui fut fait, mais cette Chambre n'exista pas longtemps ; le Conseil exécutif décida, le 14 juillet de la même année, de la dissoudre. L'Assemblée fut par conséquent prorogée au 1^{er} avril suivant, date où elle devait être dissoute. On trouvera des renseignements à ce sujet dans les documents concernant les tentatives faites par le lieutenant-gouverneur Desbrisay et d'autres personnes pour coloniser l'île, tentatives qui paraissent avoir été désapprouvées par les autorités impériales, représentées par les secrétaires d'Etat.

En 1775, alors que commencèrent les hostilités dans les colonies, les habitants de la Nouvelle-Angleterre firent des incursions dans l'île, et au cours d'une de leurs expéditions ils pillèrent la maison du gouverneur Patterson, s'emparèrent de Callbeck, l'administrateur, et de Wright, l'arpenteur, puis capturèrent un navire venant de Londres, à bord duquel se trouvaient MM. Spence et Higgins, qu'ils dépouillèrent de tous leurs effets et qu'ils relâchèrent ensuite, avec la femme et les serviteurs de Spence et M. Desbrisay, le chapelain. Wright dit que les corsaires agissaient d'après des ordres reçus de Washington et qu'on avait attaqué Charlottetown pour se venger de ce que des recrues étaient levées sur l'île pour Québec. Les événements qui se déroulèrent sur l'île